

Ceci n'est pas une restructuration (?)

La CFDT ne se résigne pas face à l'attitude de l'administration qui refuse de reconnaître comme une « restructuration de service » certains champs de la réforme de l'organisation territoriale de l'État, en particulier la mise en place des secrétariats généraux communs (SGC) de départements.

Ainsi, au regard de l'ensemble des modifications en cours, la CFDT Fonctions publiques a adressé le 26 septembre dernier un courrier au Premier ministre, dans lequel elle demande instamment que « *la qualification de restructuration de service soit reconnue* ». Outre le volet financier, non négligeable pour les personnels, il est également essentiel de pouvoir mettre en œuvre le panel des mesures d'accompagnement RH que la qualification permettrait de mobiliser.

Nous reproduisons ce courrier ci-dessous :

[131 2019 premier ministre](#)